

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2021/41361]

5 MAI 2021. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2019(1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE
ANNEE BUDGETAIRE 2019****CHAPITRE I^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget****§ 1^{er}. Fixation des crédits d'engagement**

Article 1^{er}. Les crédits d'engagement alloués par les décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2019, s'élèvent à 11.117.238.000,00 euros.

§ 2. Fixation des engagements à charge des crédits d'engagement

Art. 2. Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 10.934.949.197,09 euros.

Art. 3. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 12 décembre 2018 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2019 ont autorisé l'engagement des rémunérations des personnels administratifs et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2019 à concurrence de 10.112.651,67 d'euros.

Pour couvrir ces engagements de l'année budgétaire 2019 effectués au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 10.112.651,67 euros.

Art. 4. Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 182.288.802,91 euros Conformément aux dispositions de l'article 28, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 3. Fixation des fonds budgétaires d'engagement

Art. 5. Les fonds budgétaires ont été estimés pour les engagements de l'année budgétaire 2019 à 89.673.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 71.080.893,83 euros.

Compte tenu de ces recettes, du solde de départ au 1^{er} janvier 2019 qui s'établit à 28.106.790,59 euros et des annulations de visas s'établissant à 899.262,32 euros, le disponible en engagements à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2019 à 100.086.946,74 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2^o, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 12 décembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2019 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires

Art. 6. Les engagements de dépenses à charge des fonds budgétaires d'engagement de l'année budgétaire 2019 s'élèvent à 84.627.762,65 euros.

Art. 7. Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en fonds budgétaires d'engagement s'élève à la fin de l'année budgétaire 2019 à 15.459.184,09 euros.

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget**§ 1^{er}. Fixation des recettes**

Art. 8. Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2019 à la somme de 10.333.624.000,00 d'euros.

Art. 9. Les recettes budgétaires de l'année 2019 s'élèvent à 10.328.743.913,65 euros.

§ 2. Fixation des crédits de liquidations des dépenses

Art. 10. Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2019 ont accordé 11.077.857.000,00 d'euros pour la liquidation des dépenses.

§ 3. Fixation de la situation des dépenses

Art. 11. Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2019 se montent à 10.892.124.613,42 euros.

§ 4. Règlement des crédits

Art. 12. La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 10) et les opérations imputées (article 11) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2019 de 185.732.386,58 euros.

Art. 13. Les articles 8 et 9 du dispositif du décret du 12 décembre 2018 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2019 ont autorisé la liquidation des rémunérations des personnels administratif et enseignant en cas d'insuffisance ou d'absence de crédits d'engagements.

Il a été fait usage de cette autorisation pendant l'exercice 2019 à concurrence de 10.100.310,99 euros.

Pour couvrir ces dépenses de l'année budgétaire 2019 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 10.100.310,99 euros.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau III annexé.

Le total des crédits de liquidation alloués s'établit à 11.087.957.310,99 euros.

Art. 14. Par suite des articles 12 et 13, les crédits de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 195.832.697,57 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28 § 1^{er} du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, ce montant est annulé.

§ 5. Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2019

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2019, établi conformément à l'article 29 § 4 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, se présente comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 10.328.743.913,65 euros.

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 10.892.124.613,42 euros.

En conclusion, compte non tenu des fonds budgétaires, les dépenses excèdent les recettes de 563.380.699,77 euros.

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires

§ 1^{er}. Fixation des recettes affectées

Art. 16. Les prévisions de recettes sur les subdivisions particulières ont été estimées à 88.869.000,00 euros.

Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2019 à 78.828.114,87 euros.

§ 2. Fixation des fonds budgétaires de liquidation

Art. 17. Les moyens en liquidation sur les fonds budgétaires sont estimés pour l'année budgétaire 2019 à 91.975.000,00 euros.

Toutefois, conformément à l'article 7, 2^o, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, les dépenses sont limitées par les recettes réellement perçues affectées aux fonds budgétaires augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

Les recettes réellement perçues pendant l'année s'établissent à 71.080.893,83 euros.

Compte tenu de ces recettes et du solde de départ au 1^{er} janvier 2019 qui s'établit à 56.345.593,98 euros, le disponible en liquidation à charge des fonds budgétaires s'élève pour l'année 2019 à 127.426.487,81 euros.

Par dérogation à l'article 7, 2^o, alinéa 3, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du gouvernement, l'article 16 du décret du 12 décembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2019 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains fonds budgétaires.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des fonds budgétaires

Art. 18. Les liquidations imputées à charge du disponible en liquidation sur les fonds budgétaires de l'année budgétaire 2019 s'élèvent à 83.916.306,22 euros.

Art. 19. Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18 ci-dessus, le disponible en liquidation sur les fonds budgétaires s'élève à la fin de l'année budgétaire 2019 à 43.510.181,59 euros. Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

Art. 20. Le résultat des fonds budgétaires s'établit comme suit :

Les recettes imputées en droits constatés s'élèvent à 78.828.114,87 euros.

Les dépenses de liquidation s'élèvent à 83.916.306,22 euros.

En conclusion, les dépenses excèdent les recettes de 5.088.191,35 euros.

CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 21. Les décrets budgétaires de l'année 2019 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit (en euros) :

- Recettes	3.649.476.000,00
- Dépenses	3.649.476.000,00

Art. 22.

Les recettes ont été imputées à	3.210.225.504,00
Les dépenses ont été effectuées à	3.210.225.504,00
Solde de la section particulière :	0

CHAPITRE V. — *Résultat global*

Art. 23. Tous services réunis, budget, fonds budgétaires et section particulière, compte tenu des articles 15,20 et 22 du présent décret, le résultat global du budget 2019 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : -563.380.699,77

Fonds budgétaires : -5.088.191,35

Section particulière : 0

Total : -568.468.891,12

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mai 2021.

P.-Y. JEHOLET,
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE

B. LINARD,
Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes

V. GLATIGNY,
Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,
Ministre de l'Éducation

—————
Note

(1) *Session 2020-2021*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 223-1. - Rapport de commission, n° 223-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 223-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 5 mai 2021.

—————

TABLEAU I**RECETTES****I.A.subdivisions générales**

Prévisions ajustées	10.333.624.000,00
Recettes imputées	10.328.743.913,65
Différence	4.880.086,35

I.B.subdivisions particulières

Prévisions ajustées	88.869.000,00
Recettes imputées	78.828.114,87
Différence	10.040.885,13

Total recettes

Prévisions ajustées	10.422.493.000,00
Recettes imputées	10.407.572.028,52
Différence	14.920.971,48

DEPENSES**II.Engagements**

Crédits alloués	11.117.238.000,00
Engagements imputés	10.934.949.197,09
Crédits complémentaires à solliciter (dépassements)	10.112.651,67
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	182.288.802,91
Crédits à annuler	182.288.802,91
Encours au 01/01/2019 reporté de 2018	291.836.078,53
Annulations et réductions de visas	10.244.980,82

III.Liquidations

Crédits alloués	11.077.857.000,00
Crédits complémentaires à solliciter (dépassements)	10.100.310,99
total des crédits	11.087.957.310,99
Dépenses imputées	10.892.124.613,42
Crédits disponibles à la clôture de l'année budgétaire	195.832.697,57
Crédits à annuler	195.832.697,57
solde de dépenses demeurant liquider (encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa+visas négatifs)	324.415.681,38

IV.Fonds budgétaires

Engagements

Disponible au 01/01/2019	28.106.790,59
Annulations de visas	899.262,32
Recettes perçues de l'année	71.080.893,83
Total du disponible	100.086.946,74

Engagements	84.627.762,65
Disponible en engagements au 31/12/2019	15.459.184,09
Encours au 01/01/2019	28.238.803,39

Liquidations

Disponible au 01/01/2019	56.345.593,98
Recettes perçues de l'année	71.080.893,83
Total du disponible	127.426.487,81

Liquidations	83.916.306,22
Disponible en liquidations au 31/12/2019	43.510.181,59
Engagés en négatif solde de dépenses demeurant liquider	28.050.997,50
(encours 01/01 +engagements -dépenses imputées moins réduction de visa+visas en négatif)	

V RESULTATS BUDGETAIRES DE L'ANNEE**RESULTAT 1 CREDITS**

Recettes générales constatées imputées	10.328.743.913,65
Dépenses liquidées sur crédits de liquidation	10.892.124.613,42
Solde des recettes sur les dépenses	-563.380.699,77
Solde de dépenses demeurant liquider	324.415.681,38

RESULTAT 2 FONDS BUDGETAIRES

Recettes constatées sur fonds budgétaires	78.828.114,87
dépenses liquidées sur fonds budgétaires	83.916.306,22
Solde des recettes sur les dépenses	-5.088.191,35
Solde de dépenses demeurant liquider	28.050.997,50

RESULTAT 1+2

Recettes	10.407.572.028,52
Dépenses	10.976.040.919,64
Solde général de l'exercice	-568.468.891,12

Solde de dépenses demeurant liquider 352.466.678,88

SECTION PARTICULIERE

Prévision de recettes	3.649.476.000,00
Recettes perçues	3.210.225.504,00
Prévision de dépenses	3.649.476.000,00
Dépenses effectuées	3.210.225.504,00
Solde	0,00

Tableau II

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

I. ETAT DES ENGAGEMENTS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2019

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2019	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	SOLDE AU 31.12.2019
Chapitre I	0,00	21.705.000,00	21.705.000,00	21.705.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	41.426.000,00	41.426.000,00	44.372.000,00	-2.946.000,00
Chapitre III	0,00	25.738.000,00	25.738.000,00	23.596.000,00	2.142.000,00
TOTAL	0,00	88.869.000,00	88.869.000,00	89.673.000,00	-804.000,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTES	VISAS ANNULES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL	ENGAGEMENTS	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2019
Chapitre I	10.591.487,63		14.629.050,87	25.220.538,50	23.876.549,32	1.343.989,18
Chapitre II	19.269.565,64	899.262,32	33.426.492,85	53.595.320,81	29.980.329,35	23.614.991,46
Chapitre III	-1.754.262,68		23.025.350,11	21.271.087,43	30.770.883,98	-9.499.796,55
TOTAL	28.106.790,59	899.262,32	71.080.893,83	100.086.946,74	84.627.762,65	15.459.184,09

Tableau II

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

II. ETAT DES LIQUIDATIONS SUR LES FONDS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2019

PREVISIONS	SOLDES AU 01.01.2019	RECETTES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	SOLDE AU 31.12.2019
Chapitre I	0,00	21.705.000,00	21.705.000,00	21.705.000,00	0,00
Chapitre II	0,00	41.426.000,00	41.426.000,00	44.532.000,00	-3.106.000,00
Chapitre III	0,00	25.738.000,00	25.738.000,00	25.738.000,00	0,00
TOTAL	0,00	88.869.000,00	88.869.000,00	91.975.000,00	-3.106.000,00

TABLEAUX DU BUDGET	SOLDES REPORTES	RECETTES EFFECTIVES	DISPONIBLE GLOBAL	LIQUIDATIONS	DISPONIBLE EN LIQUIDATIONS AU 31.12.2019
Chapitre I	10.890.163,88	14.629.050,87	25.519.214,75	22.327.771,27	3.191.443,48
Chapitre II	25.364.055,77	33.426.492,85	58.790.548,62	28.959.325,54	29.831.223,08
Chapitre III	20.091.374,33	23.025.350,11	43.116.724,44	32.629.209,41	10.487.515,03
TOTAL	56.345.593,98	71.080.893,83	127.426.487,81	83.916.306,22	43.510.181,59

Tableau III

Allocation de base	Disponible sur crédit de liquid.
CE-Cl 2019	10.100.310,99
Chapitre 1	1.539.403,02
11 - Affaires générales - Secrétariat général	1.539.403,02
11.0 - Subsistance	1.539.403,02
11.01 - Dépenses de personnel	1.539.403,02
11.01.1105 - Indemnités de préavis	82.270,61
11.01.1110 - Personnel détaché et pensionné - Dépenses diverses	1.457.132,41
Chapitre 2	8.560.907,97
40 - Services communs, affaires générales, recherche en éducation, pilotage de l'enseignement (interréseaux) et orientation -	118.400,00
40.1 - Subsistance administration - personnel de l'enseignement	118.400,00
40.12 - Frais de fonctionnement	118.400,00
40.12.1101 - Intervention financière au profit des membres du personnel enseignant ut	118.400,00
41 - Service général de l'inspection	199.736,19
41.1 - Subsistance inspection - dépenses de personnel	199.736,19
41.11 - Personnel de l'inspection des centres PMS	646,54
41.11.1103 - Personnel statutaire	646,54
41.12 - Personnel de l'inspection et animation pédagogique de l'enseignement préscolaire et primaire	132.425,04
41.12.1103 - Personnel statutaire	132.425,04
41.14 - Personnel de l'inspection et de l'enseignement spécial	62.794,01
41.14.1103 - Personnel statutaire	62.794,01
41.16 - Personnel de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale	3.870,60
41.16.1103 - Personnel statutaire	3.870,60
48 - Centres PMS	523.452,90
48.4 - Dépenses de personnel et des centres PMS	523.452,90
48.40 - Centres PMS de la Communauté - Rémunérations et allocations généralement quelconques	351.786,35
48.40.1103 - Personnel statutaire	351.786,35
48.43 - Centres PMS libres subventionnés - Subventions - traitements	171.666,55
48.43.4401 - Subventions-traitements	171.666,55
50 - Affaires pédagogiques et pilotage de l'enseignement de la Communauté française	205.853,71
50.4 - Centres techniques de formation des personnels de la Communauté française	69.777,31
50.41 - Dépenses de personnel administratif et ouvrier. Rémunérations et allocations généralement quelconques	69.777,31
50.41.1103 - Personnel statutaire	69.777,31
50.6 - Centres de dépassement et de plein air de la Communauté française	136.076,40
50.60 - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques	136.076,40
50.60.1103 - Traitements des chargés de mission et personnel statutaire	136.076,40
51 - Enseignement préscolaire et Enseignement primaire	61.130,36
51.6 - Dépenses de personnel des écoles primaires	61.130,36
51.62 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement	61.130,36
51.62.1103 - Personnel statutaire du primaire	61.130,36
52 - Enseignement secondaire	809.595,19
52.4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice	147.323,51
52.46 - Service de médiation scolaire - rémunération	147.323,51
52.46.1104 - Rémunérations du personnel du Service de médiation	147.323,51
52.6 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement secondaire en alternance	662.271,68
52.61 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant - Rémunérations et allocations généralement quelconques	56.610,09
52.61.1103 - Personnel statutaire - Enseignement secondaire en alternance	56.610,09

Allocation de base	Disponible sur crédit de liquid.
52.63 - Ecoles officielles subventionnées à horaire réduit - Subventions - Traitements	33.181,18
52.63.4301 - Subventions-traitements - Enseignement secondaire en alternance	33.181,18
52.64 - Ecoles libres subventionnées à horaire réduit - Subventions - Traitements	572.480,41
52.64.4404 - Subventions-traitements - Enseignement secondaire en alternance	572.480,41
53 - Enseignement spécialisé	4.673.104,41
53.4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécialisé	268.419,40
53.41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant pédagogiquement et allocations généralement	288.419,40
53.41.1103 - Personnel statutaire pédagogique	492.221,62
53.44 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel enseignant paramédical - Rémunérations et allocations généralement	852.668,57
53.44.1103 - Personnel statutaire paramédical	852.668,57
53.46 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements	475.311,46
53.46.4304 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	475.311,46
53.47 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements - Paramédical	1.503.149,21
53.47.4301 - Subventions-traitements du personnel paramédical	1.503.149,21
53.48 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements	1.081.334,15
53.48.4401 - Subventions-traitements du personnel pédagogique	1.081.334,15
53.49 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements - Paramédical	311.193,73
53.49.4401 - Subventions-traitements du personnel paramédical	189.211,54
55 - Enseignement supérieur hors Université et Hautes Ecoles	112.709,05
55.4 - Dépenses de personnel des hautes écoles (hors dotations)	112.709,05
55.41 - Hautes Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel liées à la fusion et à la création des Hautes Ecoles	76.502,49
55.41.1103 - Personnel statutaire (mise en disponibilité)	58.957,15
55.43 - Hautes Ecoles officielles subventionnées - Dépenses de personnel liées à la fusion et à la création des Hautes Ecoles	17.565,34
55.43.4314 - Subventions-traitements (personnel en disponibilité - écoles disparues)	17.565,34
55.43.4315 - Subventions-traitements (chargés de mission)	116.934,67
55.5 - Fonctionnement des hautes écoles	116.934,67
55.52 - Hautes Ecoles de la Communauté - Frais de fonctionnement	116.934,67
55.52.1103 - Personnel statutaire des internats autonomes	5.047,52
55.6 - Dépenses de personnel des ex-instituts supérieurs d'Architecture et des ex-catégories de Hautes Ecoles transférés	5.047,52
55.64 - Ex-catégories de traduction et interprétation de la Haute Ecole de Bruxelles et de la Haute Ecole Francisco Ferrer - D	5.047,52
55.64.4414 - Subventions-traitements du personnel de l'ex-catégorie de traduction et de interprétation de la Haute Ecole Franci	1.484.993,78
56 - Enseignement de Promotion Sociale	1.483.501,96
56.4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale	149.352,41
56.41 - Ecoles de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations généralement	149.352,41
56.41.1103 - Personnel statutaire	422.812,86
56.43 - Ecoles officielles subventionnées - Subventions - Traitements	422.812,86
56.44 - Ecoles libres subventionnées - Subventions - Traitements	891.336,69
56.44.4404 - Subventions-traitements	891.336,69
56.6 - Initiatives diverses de la Région Wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale en matière d'emploi	21.491,82
56.60 - Dépenses de personnel - Initiatives diverses en matière d'emploi	21.491,82
56.60.1105 - Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement de promotion sociale	21.491,82
57 - Enseignement artistique	173.447,70
57.3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur	173.447,70
57.31 - Etablissements de la Communauté - Dépenses de personnel administratif et ouvrier - Rémunérations et allocations gé	173.447,70
57.31.1103 - Personnel statutaire	173.447,70

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/41361]

5 MEI 2021. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019(1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
BEGROTINGSJAAR 2019****HOOFDSTUK I. — Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting****§ 1. Vaststelling van de vastleggingskredieten**

Artikel 1. De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2019, bedragen 11.117.238.000,00 euro.

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de vastleggingskredieten

Art. 2. De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 10.934.949.197,09 euro

Art. 3. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 12 december 2018 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019 is de vastlegging van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2019 gebruikt ten belope van 10.112.651,67 euro.

Ter dekking van deze vastleggingen voor het begrotingsjaar 2019 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 10.112.651,67 euro toegestaan.

Art. 4. De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 182.288.802,91 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 3. Vaststelling van de begrotingsfondsen voor vastleggingen

Art. 5. De begrotingsfondsen voor vastleggingen in het begrotingsjaar 2019 zijn geraamd op 89.673.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk geïnde ontvangsten gedurende het jaar bedragen 71.080.893,83 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten, het oorspronkelijke saldo op 1 januari 2019 van 28.106.790,59 euro en de annulering van visa ten belope van 899.262,32 euro, bedraagt het beschikbare bedrag aan vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor het jaar 2019 100.086.946,74 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 12 december 2018 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019 de thesaurievoorwaarden en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 6. De uitgavenvastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen voor vastleggingen van het begrotingsjaar 2019 bedragen 84.627.762,65 euro.

Art. 7. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 5 en 6 hierboven, bedragen de beschikbare middelen aan begrotingsfondsen voor vastleggingen 15.459.184,09 euro op het einde van het begrotingsjaar 2019.

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting**§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**

Art. 8. De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2019 een som van 10.333.624.000,00 euro.

Art. 9. De begrotingsontvangsten van het jaar 2019 bedragen 10.328.743.913,65 euro.

§ 2 Vaststelling van de vereffeningskredieten van de uitgaven

Art. 10. De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2019 hebben een bedrag van 11.077.857.000,00 euro voor de vereffening van de uitgaven toegestaan.

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

Art. 11. De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2019 bedragen 10.892.124.613,42 euro

§ 4 Regeling van de kredieten

Art. 12. De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 10) en de aangerekende verrichtingen (artikel 11) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2019 van 185.732.386,58 euro.

Art. 13. In de artikelen 8 en 9 van het decreet van 12 december 2018 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019 is de vereffening van de bezoldigingen van het administratief en onderwijzend personeel toegestaan in geval van ontoereikende of ontbrekende vastleggingskredieten.

Deze machtiging werd in het boekjaar 2019 gebruikt ten belope van 10.100.310,99 euro.

Ter dekking van deze uitgaven voor het begrotingsjaar 2019 die boven of bij ontstentenis van kredieten worden gedaan, worden aanvullende kredieten ten bedrage van 10.100.310,99 euro.

Deze kredieten worden volgens tabel III als bijlage onderverdeeld.

Het totaalbedrag van de toegekende vereffeningskredieten bedraagt 11.087.957.310,99 euro.

Art. 14. Naar aanleiding van de artikelen 12 en 13, bedragen de op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vereffeningskredieten 195.832.697,57 euro. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 28 § 1 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, wordt het bedrag geannuleerd.

§ 5. Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2018

Art. 15. Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2019, vastgesteld overeenkomstig artikel 29 § 4 van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de regering, wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 10.328.743.913,65 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 10.892.124.613,43 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de begrotingsfondsen, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 563.380.699,77 euro

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen*

§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

Art. 16. De voorziene ontvangsten voor de afzonderlijke onderafdelingen werden geraamd op 88.869.000,00 euro.

De aangerekende ontvangsten van deze aard voor het begrotingsjaar 2019 bedragen 78.828.114,87 euro.

§ 2. Vaststelling van de vereffeningsbegrotingsfondsen

Art. 17. De vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen worden voor het begrotingsjaar 2019 geraamd op 91.975.000,00 euro.

Overeenkomstig artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de regering, worden de uitgaven evenwel beperkt door de werkelijk geïnde ontvangsten die aan de begrotingsfondsen worden toegewezen, in voorkomend geval vermeerderd met het werkelijke saldo dat van het vorige begrotingsjaar is overgedragen.

De werkelijk in de loop van het jaar geïnde ontvangsten bedragen 71.080.893,83 euro.

Rekening houdend met deze ontvangsten en met het beginsaldo op 1 januari 2019 van 56.345.593,98 euro, bedraagt het voor vereffening beschikbare bedrag ten laste van de begrotingsfondsen voor 2019 127.426.487,81 euro.

In afwijking van artikel 7,2°, derde lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering, werden in artikel 16 van het decreet van 12 december 2018 houdende de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2019 de thesaurievoor-schotten en de debettoestand van sommige begrotingsfondsen toegestaan.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen

Art. 18. De vereffeningen aangerekend ten laste van de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen in het begrotingsjaar 2019 bedragen 83.916.306,22 euro.

Art. 19. Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 17 en 18 hierboven, bedragen de vereffeningsmiddelen op de begrotingsfondsen op het einde van het begrotingsjaar 2019 43.510.181,59 euro. Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

Art. 20. Het resultaat van de begrotingsfondsen wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten aangerekend als vastgestelde rechten bedragen 78.828.114,87 euro

De vereffeningsuitgaven bedragen 83.916.306,22 euro

Als conclusie kan worden gesteld dat de uitgaven de ontvangsten met 5.088.191,35 euro overtreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

Art. 21. De begrotingsdecreten van het jaar 2019 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt (in euro) :

- Ontvangsten	3.649.476.000,00
- Uitgaven	3.649.476.000,00

Art. 22. Aangerekende ontvangsten 3.210.225.504,00

Gedane uitgaven	3.210.225.504,00
-----------------	------------------

Saldo van de afzonderlijke sectie:	0
------------------------------------	---

HOOFDSTUK V. — Globaal resultaat

Art. 23. Alle diensten samen, begroting, begrotingsfondsen en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 15,20 en 22 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2019 (in euro) :

Begroting sensu stricto: -563.380.699,77

Begrotingsfondsen : -5.088.278,48

Afzonderlijke sectie: 0

Totaal : -568.468.891,12

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 mei 2021.

P.-Y. JEHOLET,
Minister-President

Fr. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het toezicht op WBE

B. LINARD,

Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

C. DESIR,

Minister van Onderwijs

—
Nota

(1) *Zitting 2020-2021*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.223-1. - Commissieverslag, nr.223-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.223-3

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 5 mei 2021.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/20954]

19 MARS 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant une troisième vague de programme de soutien aux attractions touristiques dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, article 51;

Vu le rapport du 12 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 19 février 2021 et 17 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2021;

Vu l'urgence motivée par le fait que les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19 imposent le contingentement ou la suspension de certaines activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive, touristique et récréative ainsi que le contingentement ou la fermeture au public des opérateurs touristiques;

Que les opérateurs touristiques dont les activités ont été suspendues, restreintes ou annulées continuent à faire face à des frais d'entretien de leur infrastructure ou à des dépenses engagées avant les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation de la COVID-19;

Qu'ils sont confrontés à des absences de recettes qui entraînent des affaiblissements de trésoreries et des carences de liquidités;

Que les cessations de paiements auprès des créanciers des opérateurs touristiques, et leurs conséquences collatérales, sont imminentes, ce qui pourrait entraîner des situations insoutenables sur le plan économique;

Qu'il convient dès lors d'adopter des mesures urgentes en faveur des opérateurs touristiques afin de soutenir leur viabilité et ainsi éviter un impact massif sur l'économie wallonne par un effet de domino;

Qu'il importe de pouvoir verser ces aides dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée;

Vu l'avis 68.908/4 du Conseil d'État, donné le 2 mars 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 51 du décret du 18 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 consacre le principe selon lequel, dans les limites des articles de base concernés, des subventions pourront être octroyées, en ce compris les interventions cofinancées par les fonds européens;